



Depuis des mois, les fédérations des Finances dénoncent la maltraitance à l'encontre des agents des MEF : réduction drastique des effectifs, perte des missions, restructurations, suppressions de services, mobilités contraintes ...

Autant d'éléments qui concourent à la dégradation des conditions de vie au travail des agent.e.s, et ce n'est pas d'une « bienveillante » « conciergerie vitrine d'un pseudo bien-être à Bercy bien loin de la réalité de ce que vive au quotidien la majorité des agents qui va arranger les choses.

Les résultats de l'observatoire interne, les remontées des médecins de prévention, et autres acteurs en charge de la santé au travail et de l'action sociale corroborent cette dénonciation.

Pas un groupe de travail, pas une instance sans que nous, fédérations, dénoncions cette situation.

Quelles sont les réponses concrètes apportées à cette situation par l'administration au-delà d'une écoute formelle des liminaires ?

Elle continue de supprimer des emplois et restructure à tour de bras sans pour autant reconnaître professionnellement les agents. La disparition du plan de qualification ministérielle illustre cette absence de reconnaissance.

L'administration n'a aucune volonté réelle de changer son cap. Les moyens alloués aux politiques ministérielles le prouvent.

Une volonté politique sans moyens n'est qu'affichage, opération de Com'.

Le prochain observatoire interne aura-t-il la même destination que les précédents ? remplir les étagères dans les bureaux des Directions, démontrant d'année en année la dégradation du climat social. Faut-il que nous vivions France télécoms à Bercy pour que les responsables politiques et administratifs réagissent !

Alors que les agent.e.s de la DG FIP se mobilisent sur le terrain pour sauver le service public, soutenu.e.s en cela par de nombreux élu.e.s, alors que les agent.e.s de la douane se sont mobilisé.e.s pour obtenir les moyens de pouvoir effectuer leur missions, agent.e.s, auquel.le.s on vient d'annoncer qu'ils et 'elles vont encore perdre des missions, alors que la réorganisation la DGE, des pôles 3 E laissent nombre d'agent.e.s sur le carreau, l'administration nous propose un e réunion sur le bilan social ...2018. Ce alors que le PLF 2020 est à l'ordre du jour du prochain CTM et que les agent.e.s n'en sont toujours pas la priorité.

Les fédérations des Finances Solidaires et CGT ont décidé de ne pas participer à ce groupe de travail purement quantitatif.

Pour nous, il est urgent que le gouvernement réponde enfin et concrètement aux revendications portées par les collègues ces derniers mois en matière d'emplois, missions, de conditions de travail, de carrière et de rémunérations.